

# Chapitre 1

## Les citoyens et la politique

Pour comprendre la relation qu'il y a entre les citoyens et la politique, on a l'habitude de recourir au concept (créé par Daniel Gaxie) de politisation. La politisation, dans le sens commun, est le fait de rendre quelque chose politique.

Le concept, lui, a un autre sens et possède deux dimensions. C'est le degré de connaissance de la politique d'abord, le degré d'intérêt pour la chose politique ensuite. Cette politisation, Gaxie en parle dans "Le cens caché". Cette politisation serait donc un cens caché, même dans notre démocratie, la politisation bloque l'accès à l'opinion et à son expression comme le ferait un impôt censitaire.

Le modèle théorique de la démocratie repose sur la participation active de tous les citoyens. Or, la sociologie montre qu'une part limitée de la population seulement a une connaissance spécifique de la politique et une part limitée seulement s'intéresse à la politique.

Nous allons nous intéresser surtout aux notions fondamentales qui permettent de comprendre la nature des rapports que les citoyens entretiennent avec la politique. Nous allons aussi examiner les facteurs qui creusent l'inégalité des citoyens en terme de politisation. On parlera aussi, à la suite de Pierre Bourdieu, de compétence sociale et/ou politique ainsi que du sentiment de cette compétence.

L'avènement du suffrage universel masculin en 1848 vient un postulat qui peut se résumer ainsi : le citoyen est intéressé par la politique et il est compétent pour y prendre part à travers ses choix électoraux. Le suffrage repose donc sur un idéal normatif : celui d'un citoyen actif et éclairé sur les enjeux politiques. Cette activité et cet intérêt est censé se manifester par le vote qui devient une obligation morale et démocratique.

La démocratie est fondée sur le double présupposé de la politisation de l'ensemble des citoyens et de la participation de l'ensemble des citoyens.

Or, dans les régimes démocratiques, tout le monde ne participe pas forcément à la chose publique, comme le prouve l'abstention. La progression très forte de l'abstention dans les démocraties modernes, la non inscription sur les listes électorales, la désertion des urnes en sommes, traduisent des formes d'exclusion sociales et des formes d'exclusions politiques qui prennent racine dans un processus de socialisation politique.

## 1.1 La socialisation politique

La socialisation politique que tous les individus subissent ou vivent dans leur histoire, participent à la formation, à la structuration des comportements politiques. C'est au cours de ce processus de socialisation que l'on se familiarise avec la politique, que l'on se forme des idées politiques et que l'on se forge des identités politiques.

### 1.1.1 Les mécanismes de la socialisation politique

#### La socialisation en général

"La socialisation est le processus autoritaire par lequel l'individu intègre les normes de son groupe."

La socialisation est un processus qui se déroule tout au long de la vie et pendant lequel un individu apprend et intériorise les normes et les valeurs de la société à laquelle elle appartient et par lequel il construit son identité sociale.

Annick Percheron parle d'instance de socialisation, mais aussi d'agences de socialisation. Les comportements sont définis socialement (déterminisme social).

La famille, l'école, le travail, l'appartenance à une génération, les médias etc. contribuent à la socialisation. La socialisation est autoritaire car se fait de manière inconsciente.

La socialisation politique correspond à un processus d'apprentissage par les individus des règles qui organisent le champs politique mais aussi de valeurs et de préférences politiques. Les auteurs reconnaissent deux types de socialisation : la socialisation primaire (enfance et adolescence) et socialisation secondaire (adulte).

C'est la socialisation secondaire qui va permettre à l'adulte de s'intégrer à d'autres groupes autre que la famille, et qui pourra peut être s'inscrire en rupture par rapport à la socialisation primaire. Le plus souvent, la socialisation secondaire s'inscrit dans le prolongement de la socialisation primaire.

De plus, la socialisation est un processus interactif, ce n'est pas une simple transmission de normes et de valeurs mais c'est aussi une acquisition, on est actif au cours du processus de socialisation.

La politiste Française Anne Muxel montre dans ses travaux que la socialisation politique peut suivre deux logiques inverses, concurrentes. Première logique d'identification par laquelle les individus intègrent les normes et les valeurs politiques de leurs parents et des générations passées. C'est aussi la logique de l'héritage. La deuxième logique est d'expérimentation, logique par laquelle les individus font oeuvre d'une certaine autonomie vis à vis de leurs parents, de leur génération passée et oeuvre également d'innovation. C'est ainsi qu'elle montre comment les variations économiques, politiques et historiques rendent la socialisation de chaque génération unique par rapport à celle des générations précédentes ou suivantes.

C'est ainsi que Anne Muxel invente le concept d'effet de générations.

### **La pluralité des instances de socialisation politique**

C'est Annick Percheron qui a montré la pluralité des instances de socialisations et l'influence de celles-ci sur notre préférence politique. Ces instances sont la famille, l'école, les groupes de pairs ou encore les médias.

Dès l'âge de 8 ans, les enfants sont familiarisés avec un langage élémentaire politique. Par des associations d'idées, ils peuvent exprimer leur sympathie ou non sur des idées, des hommes politiques etc. La famille joue un rôle important dans la socialisation politique primaire.

Cette socialisation politique s'opère dès le plus jeune âge. La proximité affective favorise la transmission et la reproduction des idéologies.

Dans les années 50, des travaux américains sur les élections présidentielles (menés par l'université du Michigan) ont établis le rôle central de la socialisation familiale et ont aussi établis la précocité des préférences partisans des enfants. On parle d'identification partisane que l'on pourrai définir comme la loyauté durable à un parti politique (Républicains ou Démocrates aux USA). Les travaux de l'université de Michigan, qui utilisent cette maxime : "Dis moi pour qui ton père votait, je te dirai pour qui tu votes". Se fondant sur des sondages d'opinions, ces chercheurs se sont rendus compte que le facteur le plus important du point de vue statistique pour expliquer une orientation lors d'une élection présidentielle n'est autre que le simple fait de se déclarer démocrate ou républicain.

La majorité des électeurs ne connaissent rien à la politique entendu comme la gestion des affaires de l'État : ils semblent donc simplement voter en faisant confiance à une tradition de vote soit républicaine soit démocrate. Cette tradition est très largement liée à une transmission familiale.

Cette vision fait des électeurs de simples supporters et contredit même l'idéal démocratique.

Dans les années 70, Annick Percheron reprend ce modèle, le prolonge et l'affine.

Percheron montre que les jeunes manifestent entre 10 et 14 ans une proximité idéologique avec la droite ou la gauche proche de celles de leurs parents. Ceci est d'autant plus vrai que les préférences politiques des parents sont fortes et visibles.

La continuité entre les choix politiques des parents et des enfants apparaît de manière très nette lorsque l'on se place sur l'axe bipolaire droite/gauche. Percheron parle de filiation politique alors que l'université de Michigan parlait d'identification partisane.

Les résultats de son enquête publiés en 1989, indiquent que certains facteurs renforcent cette filiation politique. Il y a trois facteurs.

Le premier facteur est qu'un fort taux d'intérêt pour la politique de la part des parents se traduit par 74% de reproduction parfaite des enfants. Il y a 31% de reproduction parfaite quand les parents ne manifestent pas d'intérêt pour la politique.

Le deuxième facteur est l'homogénéité des choix politiques des parents, c'est à dire que le fait d'avoir deux parents de même conviction politique augmente la reproduction parfaite. Les chiffres sont beaucoup plus faible en cas d'hétérogénéité des idées politiques des parents.

Le troisième et dernier facteur est le niveau d'instruction des parents : plus ils ont un niveau élevé, plus le taux de reproduction sera élevé. Toutes les familles n'ont pas les mêmes capacités à organiser la transmission. Dans la famille se transmet une forme de compétence politique par apprentissage des parents envers les enfants et aussi un sentiment de compétence politique.

La période décisive serait entre 10-11 ans et 16 ans. Cependant, elle ne la considère pas comme une donnée stabilisée pour le reste de la vie. On peut observer une différence entre Percheron et les chercheurs de l'université de Michigan, car, pour elle, lors du passage à l'âge adulte, la socialisation politique est loin d'être terminée, elle reste un phénomène en voie de formation. La socialisation politique familiale s'effectue selon trois modalités : par imprégnation ou familiarisation ; inculcation ; modes indirects de transmission (délégation à d'autres instances le travail de socialisation : choix d'inscrire en école privé ou publique et toute action affectant l'enfant).

Première étape : processus d'accommodation : processus par lequel l'individu modifie ses représentations et ses comportements pour s'adapter à son environnement. Deuxième étape : assimilation, l'individu va se voir assigné une identité politique dans laquelle il va se reconnaître. L'utilisation du terme "je suis" au lieu de "je vote tel chose" ou "je me reconnais dans tel parti"

montre cette identification.

Muxel confirmera l'impact de la famille sur la socialisation politique en 2010. On notera d'ailleurs que les mères transmettent davantage leur préférence politique que les pères. Le champ politique étant fortement masculinisé, cela fait donc un paradoxe. Aujourd'hui, on s'aperçoit que quand on s'élève dans les classes sociales, on constate une homogénéisation des comportements électoraux et politique entre femme et homme. En revanche, plus on descend, plus on trouve des comportements différenciés. Dans les milieux sociaux populaires, les hommes ont du mal à reconnaître leur incompetence politique : Bourdieu dit : "les hommes sont dominés par leur domination", c'est le masquage d'une réalité sociale.

La famille transmet un cadre idéologique général et des valeurs qui vont structurer les comportements politiques des enfants. La famille fournit donc un outillage idéologique.

## L'école

L'école joue aussi ce rôle. C'est un espace de socialisation politique latent. Certains enseignements sont ouvertement dirigés vers l'objectif de la socialisation politique : l'histoire, l'éducation civique, la philosophie etc. L'école essaye donc de former les élèves à la politique, aux institutions, à l'histoire politique du pays etc.

De manière plus latente, l'école contribue à la socialisation politique car c'est un espace de vie en commun et où coexiste des pouvoirs institutionnels ainsi que des pouvoirs informels (dans les groupes d'élèves etc.). C'est aussi un espace d'expérimentation d'exercice ou de domination à un pouvoir. C'est aussi un lieu qui comporte des règles, des devoirs ainsi que des droits. L'école possède des règles du vivre ensemble qu'elle essaye de faire appliquer.

L'école est aussi le lieu de l'apprentissage de la démocratie via l'élection des délégués de classe notamment. Il y a liberté de candidature mais aussi pluralité. De plus, l'enseignant explique que le délégué ne sera pas là pour défendre sa personne mais qu'il sera le représentant et le porte parole du groupe. On apprend donc la démocratie à l'école ainsi que la pratique du vote.

À la différence de la famille, l'école transmet des connaissances politiques formelles. L'impact de l'école en terme de choix politique est très faible.

Les relations entre élèves peuvent avoir une certaine importance dans la socialisation politique. Muxel montre par exemple que le lieu de l'établissement n'est pas tout à fait neutre. On ne parle pas de la politique de la même manière en milieu rural ou en milieu urbain etc.

Muxel montre que l'héritage politique se transmet d'autant plus facilement que l'enfant vit dans un environnement social conforme aux préférences po-

litique des parents. Il peut donc y avoir des contradictions.

### **L'appartenance à une génération**

La vie politique dans les années 70, du fait des événements politiques de Mai 68, est beaucoup plus polarisé sur un clivage gauche/droite que peut ne l'être la vie politique actuellement.

Les effets de générations peuvent donc entraîner des ruptures entre la génération précédente et la suivante.

### **Les médias**

Les médias jouent surtout un rôle lors de la socialisation politique secondaire.

On peut d'abord considéré que les médias fixent l'agenda de l'actualité politique. En pesant sur le calendrier, sur le rythme, sur les enjeux, sur la mise en scène du débat politique. Ils contribuent à sélectionner les enjeux légitimes, qui méritent de faire l'objet d'un débat, ils disent à l'électeur potentiel ce qui est digne d'être posé en problème politique. C'est ce qu'on appelle l'effet d'agenda. L'effet de socialisation des médias est donc très présent mais relativement indirect.

On dit que c'est indirect car les médias imposent des préoccupations sans que le récepteur ait son mot à dire quant à l'importance que lui accorde à ces sujets. Il y a une imposition de problématique (les sondages jouent aussi ce rôle là).

Les médias influencent aussi la culture politique en construisant le sens des enjeux qu'ils mettent en avant. Par plusieurs moyens : le traitement répété de certains problèmes sociaux, leur traduction visuelle, la répétition de certains points de vue, contribuent à imposer la signification politique à certaines questions et à orienter les critères du jugement politique.

La question de l'influence des médias, notamment sur le choix électoral, a été posé en 1940 par une équipe de chercheurs (université de Columbia) aux États-Unis, réunis autour de Paul Lazarsfeld. Son enquête vise à comprendre comment les électeurs forment leurs choix électoraux. Il se pose donc bien sûr la question du poids des médias dans son ouvrage "The people's choice". Il montre que l'influence directe des médias sur les choix électoraux sur les gens étaient assez limités, et, en fait, les médias viendraient plutôt renforcer les convictions politiques déjà existantes et les modifierait que rarement.

Ses recherches ressortent au contraire que ce sont avant tout l'origine et le milieu social d'appartenance qui détermine le vote et non pas ou très peu les médias voire les campagnes électoral, d'où l'expression : "On pense poli-

tiquement comme on est socialement".

En 1940, il remarque que seul 8% des électeurs changent leur intention de vote entre le début de la campagne et la fin de la campagne car les individus ont tendance à ne retenir que ce qui est conforme à leurs opinions.

Cependant, à long terme, à force d'exposition, de répétition, les médias contribuent à forger des représentations politiques, des problèmes etc.

## **Le milieu professionnel**

Le milieu professionnel est évidemment un lieu de socialisation politique car il est un lieu de socialisation avant tout. Mais surtout, c'est aussi un lieu relativement homogène au niveau politique : rare sont les patrons à militer au NPA, les électeurs de gauche sont essentiellement fonctionnaire etc.

En usines, l'espace ouvrier est (c'est moins vrai aujourd'hui) marqué politiquement par les luttes sociales, le syndicalisme etc.

## **Conclusion**

Le processus de socialisation est multidimensionnelle et continu tout au long de la vie. Ce processus dépend des groupes d'appartenance qui définit l'individu.

## **1.2 La compétence et l'intérêt pour la politique**

La démocratie est fondée sur l'idéal d'un citoyen actif éclairé : l'idée selon laquelle le citoyen est informé lorsqu'il va voter des enjeux. Le citoyen renvoie donc à l'idée d'un citoyen compétent. Le vote doit manifester l'intérêt pour la politique mais aussi la préférence, et mise donc sur sa connaissance politique.

On distingue deux principes de participation politique : la participation conventionnelle (le vote) et la participation politique non conventionnelle (pratiques qui tendent à remettre en cause l'ordre établi). Cette distinction postule une forme de normalité sociale du vote par rapport à d'autres formes de participations politiques.

Les échelles de participation vont de l'inscription sur les listes électorales à la lecture régulière de la presse, la participation à des meetings voire l'adhésion à un parti.

Le rapport à la politique est rarement celui de l'électeur intéressé par la politique.

### 1.2.1 Un rapport distendu à la politique...

Philip Converse dès les années 1960, réalise une étude auprès d'électeurs américains, il observe que l'électorat américain se caractérise par un faible niveau de conceptualisation idéologique. Il démontre que seulement 12% des électeurs interrogés mobilisent des critères d'ordre idéologiques.

Les électeurs américains se caractérisent aussi par une faible reconnaissance des principes idéologiques. Ils se caractérisent aussi par un faible niveau de cohérence des attitudes politiques.

Il y a aussi une absence de stabilité dans le temps des attitudes politiques sur les enjeux.

Tout cela concourt à mettre en évidence l'incompétence politique des citoyens.

Les études menées en France montrent que la part des personnes intéressées par la politique et proche d'un parti politique est limitée. En 2006, on apprend que 48% des Français interrogés déclarent s'intéresser à la politique. L'identification à des camps politiques ne cessent de diminuer depuis les années 1970. Toujours en 2006, 30% des Français refusent de se positionner sur un axe gauche/droite, 60% considèrent même que la distinction gauche/droite est dépassée.

L'indifférence citoyenne est un enjeu majeur pour les démocraties modernes. Cette indifférence se manifeste par une abstention montante.

### 1.2.2 ...révélateur d'un "cens caché"

Gaxie montre que si les barrières économiques à l'entrée des bureaux de vote ont été levées, celle-ci subsiste sous une autre forme : une forme socio-culturelle. Un cens en aurait caché un autre. Il existe des exclusions du jeu politique qui sont plus subtil.

Pour Gaxie, la politisation est inégalement distribuée dans l'espace social. Il existe des inégalités sociales en matière de politisation.

Dans son ouvrage, Gaxie exclut l'idée d'une compétence universelle pour la politique. Il démontre aussi que la politisation est soumise à des facteurs socio-culturels qui altèrent de manière importante le comportement électoral, l'intérêt pour la politique et la capacité qu'ont les citoyens à exprimer, à produire une opinion politique. Cette capacité est inégalement distribuée. C'est le niveau d'étude atteint par les citoyens qui montre des écarts de cette capacité ainsi qu'avec la position socio-professionnelle.

Gaxie distingue la compétence politique et le sentiment de posséder celle-ci dans le prolongement de Bourdieu.

La première dimension est la dimension subjective, la compétence que l'on



s'auto-attribue.

La deuxième dimension est la dimension objective : la détention d'un ensemble de savoir faire, de connaissances.

Les individus issus des milieux populaires vont avoir plus tendance que les autres à ne pas se sentir habilité à intervenir en matière politique. À l'inverse, les membres des CSP+ s'estime plus compétent même si ils ne le sont pas réellement.

La professionnalisation de la politique a entraîné la domination du champ politique. Les professionnels ont imposés des règles spécifiques, un langage particulier. Le citoyen ne peut appréhender le jeu du champ politique que si il possède au préalable une compétence spécifique.

Il faut prendre en compte le fait que la compétence politique n'est pas le seul outil dont dispose les citoyens pour se repérer dans le jeu politique et pour l'évaluer. Ils ont possibilité de mobiliser d'autres jugements fondés sur d'autres critères que le connaissance technique savante et spécialisée des enjeux politiques.

Ces critères peuvent être une considération affective, symbolique. Des chercheurs américains appellent cela des "shorts-cuts", ce qui donnerai en français "Raccourci cognitif" qui mobilisent peu d'informations mais qui permettent malgré tout de produire ou d'émettre des jugements, des opinions.

Ces raccourcis sont des signes auquel on se réfère pour indiquer d'autres informations que l'on juge alors inutile de vérifier.

Dans un article de 1993, "Le vote désinvesti", Gaxie a réalisé une enquête avec ses étudiants lors d'une élection municipal de 1989. Il montre que finalement, les votes peuvent être dénués de toute dimension spécifiquement politique.

Parmi les électeurs les moins politisés, certains n'ont retenu de la candidature de Olivier Besancenot que sa profession de jeune facteur.

Ce type d'évaluation peut être considéré comme une autre forme de compétence et de rationalité politique : les citoyens les moins politisés tentent de se saisir de l'espace politique, de se l'approprier. Le sociologue du politique ne peut donc pas les ignorer. Cependant, force est de constat que la compétence politique spécifique, technique, savante, reste largement déterminante dans les probabilités de s'intéressé à la politique.

La compétence politique comme toute autre forme de compétence spécialisée se mesure dans la capacité à reproduire le langage spécifique des professionnel à faire fonctionner les catégories et à interpréter les logiques que mettent en oeuvre les principaux acteurs du jeu politique. La compétence politique s'inscrit donc dans une logique cumulative : ceux qui ont la plus grande compétence politique ont le plus de chances d'accumuler toujours plus de compétence.

Trois modes de production de l'opinion politique (selon Bourdieu) :

- Idéal démocratique ;
- Délégation (remise de soi), l'individu se sent illégitime pour produire en son nom propre une opinion, et va donc reprendre à son compte l'opinion du parti pour lequel il vote ;
- L'éthique : l'opinion se fait sur des jugements éthiques ou moraux sans forcément donner une dimension politique à son vote.

## 1.3 L'abstention

Depuis le milieu des années 80, on observe une progression de l'abstention. Il existe un abstentionnisme systématique et un abstentionnisme intermittent.

Les élections européennes sont les élections les moins mobilisatrices : elles enregistrent des taux d'abstention record (plus de 60% en 2009). L'élection présidentielle est, en revanche, l'élection la plus mobilisatrice.

### 1.3.1 Les causes sociales de l'abstention

Anthony Downs considère que l'abstention comme un phénomène rationnel car l'électeur sait qu'à lui tout seul, il ne pèsera pas sur le scrutin. Le bénéfice que l'électeur peut retirer de sa participation est donc quasiment nul.

Le coût pour aller voter est élevé en terme de temps, mais aussi en investissement intellectuel. Les coûts étant supérieurs aux bénéfices, il est rationnel que l'électeur n'aille pas voter.

Cependant, ce point de vue ne comprends pas le poids du fait social (apprentissage social du vote). Les gens vont voter car ils ont intériorisé que, dans une société démocratique, le vote était un devoir de citoyen.

Certains auteurs comme Alain Lancelot qui a écrit en 1968 "L'abstentionnisme électoral en France", se sont intéressés à l'abstentionnisme.

Il montre que l'abstention concerne tous les groupes sociaux et toutes les classes d'âges. Tous ne s'abstiennent pas dans les mêmes proportions. Les femmes au foyer, divorcés, veuves, les plus jeunes, les individus les moins dotés de diplôme aux revenus les plus faibles, les habitants de grands ensembles, sont plus touchés par l'abstention que d'autres catégories sociales. L'abstention est la traduction de la marginalisation sociale. Plus le lien social est fragilisé, et plus on aura tendance à s'abstenir.

Les résultats de Lancelot persistent. Le chômage, la précarité etc. favorisent

l'abstention mais aussi la non inscription sur les listes électorales.

### **1.3.2 Les causes politiques de l'abstention**

L'abstention dans la cité des Cosmonaute (Démocratie de l'abstention) s'explique par plusieurs phénomènes : l'éloignement géographique (le lieu de l'inscription n'est plus le lieu de résidence) ; l'éloignement politique (l'alternance droite/gauche au pouvoir n'a pas donné l'impression à ces gens que la politique est quelque chose "d'utile") ; l'éloignement culturel (les personnes peu diplômées se sentent peu compétente pour décider qui voter : "la politique c'est pas pour nous").

La faible politisation d'une majorité de la population de ce quartier tient à la diminution ou à la dégradation du lien social (chômage de masse, travail précaire, dissolution des familles) et tient aussi à la dégradation politique (crise du militantisme, disparition des associations politiques citoyennes). Il y a aussi une érosion du lien civique.

Tous ces facteurs contribuent à garder ces citoyens à distance de l'acte politique.

Ils vont créer un modèle explicatif de l'abstention qui tend à considérer qu'une partie des abstentionnistes souhaitent montrer un sens politique à leur abstention. Il y a donc une abstention hors du jeu politique et une abstention dans le jeu politique.

### **1.3.3 Les contextes/conjonctures qui influent sur l'abstention**

Type de scrutin, fréquence des élections, mode de scrutin, peuvent influencer sur le niveau de participation.

Les soutiens à de petits partis iront plus facilement voter à des élections proportionnelles qu'à des élections majoritaires. Aux municipales, quand on peut panacher les listes, on peut voter pour des individus, ce qui manifestent un intérêt pour l'élection.

La fréquence constitue un facteur aussi. En 1995, il y avait présidentielle, municipale et législative en même temps, ce qui lasse les citoyens, surtout les moins politisés.

Certains scrutins mobilisent plus ou moins que d'autres : l'élection présidentielle mobilise, mais l'élection européenne beaucoup moins.

Les élections municipales sont particulières, surtout dans les zones rurales où il existe une campagne informelle, non politisée, et où il existe même un certain marché aux ragots. Cependant, les communes rurales sont frappées par la péri-urbanisation : les populations rurales évoluent, vont vers la ville,

et de nouveaux habitants arrivent, ce qui dépersonnalise les élus en milieu rural : le marché aux ragots et la pression communautaire est plus forte avec les anciennes populations.

## Chapitre 2

# Les modèles explicatifs du vote

La sociologie du vote n'intéresse pas seulement les sociologues, mais aussi les professionnels de la politique (qu'ils soient acteur ou commentateur), un adhérent du MoDem ne va pas aller se présenter dans une circonscription forte du PCF par exemple.

La sociologie politique s'est intéressée de manière très précoce à l'analyse des votes : qui vote pour qui ? Et pourquoi ?

Dès 1913, un sociologue, André Siegfried, publie un ouvrage considéré comme un ouvrage pilier de l'analyse des comportements électoraux "Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III<sup>e</sup> République".

L'explication du vote est souvent présentée à partir de plusieurs modèles dominants : les modèles sociologiques du vote (le rôle du social), le modèle psycho-sociologique (de l'Université de Michigan, autour de l'identification partisane), les approches économiques du vote (figure de l'électeur rationnel). Ces modèles rendraient compte des comportements électoraux.

On ne doit pas faire l'impasse sur la géographie électorale qui structure les premières analyses du vote ni sur les variables lourdes du comportement électoral (variables sociales dont les effets seraient les plus prédictifs des comportements électoraux).

### 2.1 L'analyse écologique du vote

"D'après une opinion courante, les élections ne sont qu'un domaine d'incohérence et de fantaisies. En les observant à la fois de près et de haut, je suis arrivé à la conclusion contraire. Si selon le mot de Goethe, l'enfer même a ses lois, pourquoi la politique n'aurait-elle pas les siennes ?"

Siegfried cherche à établir des corrélations statistiques entre les choix électoraux et les caractéristiques économiques, démographiques, et culturelle du

secteur étudié. Il recourt donc à la géographie électorale, ce qui va lui permettre de dévoiler les régularités des choix électoraux dans les territoires. Les modèles d'analyse écologiques du vote cherchent effectivement à analyser les liens, les relations entre la distribution des votes et les caractéristiques d'un territoire.

L'écologie, ici, décrit le milieu où vivent les êtres vivants (il s'agit d'étudier le milieu naturel où vivent les électeurs).

Il cherche à comprendre pourquoi dans certaines zones rurales de l'ouest de la France, les électeurs votent majoritairement à droite, et pourquoi, à l'inverse, dans d'autres territoires, les électeurs votent à gauche.

Il a observé que les comportements politiques, était, à son époque, largement conditionné par le contrôle ou l'absence de contrôle, exercé par le clergé et les grands notables. Or, ce contrôle, est lui même dépendant, pour une large part, d'une forme d'habitat qui est elle même dépendante de la nature géologique des sols.

Il établit une corrélation statistique entre la nature géologique des sols et les comportements électoraux. La nature géologique est le granit d'un côté et le calcaire de l'autre. L'électorat du granit vote à droite et celui du calcaire à gauche. Il y a une liaison entre le sol et l'agriculture.

Il y a de nombreux puits sur les zones de granit. La structure agraire y est dominée par la grande propriété.

Le calcaire, lui, est perméable, si bien que dans les plaines calcaires, l'habitat est rare et regroupé. Ces zones sont marquées par une petite et moyenne exploitation.

Ce sont ces formes d'habitat et de la propriété qui déterminent la forme de vie, la mentalité et donc influencent le comportement électoral.

Dans les zones granitiques, le morcellement de l'habitat favorise le contrôle social du clergé et des grands propriétaires sur les métayers. Dans ces zones, l'Église est un lieu de sociabilité essentiel. Ce processus explique l'importance des votes conservateurs.

Dans les zones calcaires, les petits propriétaires sont regroupés en village et sont donc plus attentionnés que les autres en faveur de l'égalité, et explique donc les votes progressistes de gauche.

Un auteur, Paul Bois, lui reprochait d'avoir écarté la dimension historique dans l'explication des votes. Il publiera "Paysans de l'ouest" dans lequel l'auteur démontre que les votes, dans le monde rural, peuvent se comprendre en ayant recours à l'histoire du territoire. Il étudie les comportements électoraux au sein du département de la Sarthe.

Paul Bois montre que les événements qui se sont déroulés lors de la Révolution Française permettent toujours d'expliquer les comportements électoraux entre les cantons de l'ouest qui votent massivement à droite et ceux du sud-

est qui votent majoritairement à gauche.

Contrairement à Siegfried, Paul Bois ne pense pas que ce contraste politique entre les cantons proviennent des différences dans le régime de la propriété foncière et de la façon dont la terre est exploitée. En effet, Bois mobilise une autre explication : c'est la vente des biens ecclésiastiques en 1791 qui est la clé de compréhension de cette divergence électorale. Les paysans des cantons de l'ouest ont pu acheter à cette époque là des terres plus fertiles et constitué ainsi une société très homogène et hostile à la Révolution.

Au contraire, dans les cantons du sud-est, les terres sont moins riches, ce qui favorise une diversité socio-professionnelle plus propice à l'acceptation de la Révolution et aux idées progressistes.

Paul Blois réintroduit l'histoire en expliquant la production des votes et des attitudes politiques par l'existence d'un traumatisme historique.

## 2.2 Le modèle sociologique du vote (École de Columbia)

Lazarsfeld, Berelson, Hazel, Gaudet, ont, dans "The people's Choice : how the voters makes up his mind in a presidential campaign", analysé les choix politiques pendant une campagne électorale. "Une personne pense politiquement comme elle est socialement. Les caractéristiques sociales définissent les caractéristiques politiques".

Ils vont mesurer les effets de la communication politique sur le comportement électoral des électeurs. Les médias, les affiches, etc. changent elles les opinions pendant une campagne ?

Ils vont conclure que finalement, les médias ont des effets limités sur les électeurs. La grande majorité des électeurs, des sondés, confirment en fin de campagne électorale leur choix initial (8% seulement ont changés d'opinions).

Les messages reçus de la part des médias sont doublement filtrés. D'une part, ils sont filtrés par les leaders d'opinion (ceux qui relayent l'information, dans le voisinage, les amis etc.), et aussi filtrés par un phénomène de sélection des messages des médias (on sélectionne les médias correspondant à notre opinion).

On peut donc prévoir tendanciellement les résultats électoraux par la situation économique, religieuse, l'appartenance aux zones rurales ou urbaines, la position sociale etc.

Aux États-Unis, être défavorisé et urbanisé conduit à un vote démocrate. L'inverse conduit à un vote Républicain.

L'école de Columbia insiste que le choix électoral ne relèverait pas d'une

décision individuel.

## 2.3 Le paradigme psycho-sociologique du vote (Michigan)

"Comme l'acheteur d'une automobile qui n'y connaît rien aux voitures sinon qu'il préfère une marque donnée, l'électeur qui sait seulement qu'il est démocrate ou républicain réagit directement à son allégeance "partisane".", Campbell, Converse, Miller, Strokes, "The american voters", 1960.

L'identification partisane est au coeur de la démonstration. Ces quatre auteurs ont mené des enquêtes pré et post électorales, qui avaient pour but de comprendre les choix politiques des électeurs.

La clé du comportement électoral est la dimension psychologique d'un attachement à un parti politique (ce qu'ils appelle identification partisane). Le vote s'expliquerai par une sorte de croyance absolu dans un Parti Politique. Croyance absolu qui est généralement hérité dès l'enfance et particulièrement stable dans le temps.

Les électeurs seraient difficilement capable de justifier leurs choix de partis.

## 2.4 La théorie de l'électeur rationnel ?

La théorie de l'électeur rationnel a émergée dans les années 1950. L'électeur opérerait un calcul coût/avantage. On n'est plus ici dans une approche collectiviste ou déterminisme du vote.

Des chercheurs américains ont rapidement tentés de montrer que les modèles déterministes ou pré-déterministe du vote ne seraient plus adaptés pour comprendre les comportements électoraux. Les modèles déterministes sont critiqués car la société américaine est traversé par de profondes transformations (multiplication des offres politiques, transformation interne aux partis).

Selon des auteurs américains, la vie politique américaine se marquent aussi par une érosion du sentiment d'appartenance à une classe sociale. Il y a aussi un recul de la religion.

De multiples théories vont mettre l'accent sur une plus grande liberté de l'électeur par rapport à ses appartenances sociales mais également par rapport à son identification partisane. C'est notamment le cas de Verba, Nie, Petrocick, dans un ouvrage qui s'appelle "The changing american voter".

Un courant de la sociologie considère que l'électeur doit être appréhendé comme un stratège qui se comporte de manière rationnelle lorsqu'il vote. Le vote serait donc une transaction sur un marché, ici le marché électoral.



On a d'un côté les candidats en situation de concurrence et qui produisent une offre électorale. Ces biens pourront être consommés par un certain nombre de citoyens qui, en échange, apporteront leurs voix. Il y a des électeurs qui font leurs choix en fonction des bénéfices et avantages économiques qu'ils peuvent retirer de l'élection.

Ils calculent les coûts fiscaux liés aux programmes, c'est le résultat de ce calcul (la différence entre le coût et les bénéfices attendus) qui seraient selon cette théorie, déterminant dans le choix des électeurs.

Cette théorie perçoit l'électeur comme un consommateur qui va faire son marché politique.

Cette théorie est en vogue car s'inscrit bien dans l'ère du temps au point qu'elle paraît presque évidente car dans nos sociétés, le calcul économique est considéré comme la forme suprême de rationalité.

La mise en forme économique qui engendre un point de vue mathématique engendre une certaine fascination de ce modèle.

Ce modèle permet d'expliquer la volatilité électorale. La volatilité électorale, ce sont les déplacements de voix que l'on observe d'une élection à une autre. Les électeurs sont donc moins disciplinés, moins dans l'identification partisane et votent plutôt en fonction des programmes, des enjeux, des bilans de fin de Gouvernement.

Cette théorie est critiquable à plusieurs titres :

Cette théorie prétend mieux rendre compte de la volatilité électorale or, ce qui caractérise le vote, en France, c'est sa forte stabilité. 70% des électeurs français votent dans le même parti d'un scrutin à un autre. Cette stabilité des électeurs est encore plus importante si on regarde encore plus par camp/bord politique (gauche/droite) plutôt que par parti.

On a souvent tendance à considérer que ce sont les électeurs qui sont volatiles or, on ne s'interroge pas assez de la volatilité de l'offre électorale.

Les électeurs qui changent de préférence partisans sont généralement les électeurs qui sont issus des milieux les moins diplômés, les moins politisés, etc. Expliquer la volatilité par l'électeur rationnel est donc un non sens car les plus volatiles sont ceux qui ont le moins de compétence politique, comment voter sur enjeux si on manque de compétences ?

Cette théorie part donc du postulat qu'il est facile pour l'électeur de connaître ses intérêts. D'ailleurs, si l'électeur était vraiment rationnel, il ne voterait pas car ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour faire son choix ; de plus, le poids de son vote peut paraître dérisoire et a en plus, un coût d'accès à l'information et un coût physique.

Les variables lourdes restent malgré tout prédominantes. C'est le cas par exemple de la religion et de sa pratique.

## 2.5 Les variables sociales du vote

Le patrimoine, le statut (public/privé), la religion, la CSP etc. constituent des variables sociales du vote.

Les ouvriers, les classes populaires votent massivement à gauche par exemple alors que les religieux catholiques et pratiquants ont voté massivement Sarkozy en 2007 et 2012.

Le vote de classe est un terme selon lequel on induit que le choix électoral se ferait selon une appartenance ou non à une classe. Ça a été, dans les années 60-70 un concept fort car il existait un clivage idéologique très marqué entre gauche et droite. Ce vote de classe se serait estompé. Aujourd'hui, on se pose la question de la droitisation des classes populaires. Quand on parle de droitisation, on parle même d'extrême droitisation. Cette droitisation émerge car dès 2007, une fraction des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour NS.

Julien Micheli a travaillé sur le communisme : comment il est entré dans les catégories populaires et comment en est sorti dans le livre "Le communisme désarmé".

Les ouvriers n'ont pas toujours voté à gauche même si ils l'ont fait massivement dans les années 60-70. Dans ces mêmes années, 30% des ouvriers votaient Gaulliste.

Vaste question : qu'est-ce qu'une classe sociale. Mendras défendait la thèse d'une diminution des écarts entre les différentes catégories sociales qui ferait qu'on ne peut plus parler de classes sociales.

Dès 2002, on sent que les classes sont de moins en moins utilisées dans les discours politiques. Jospin parle rarement des ouvriers par exemple.

Le PS<sup>1</sup>, en raison des transformations qui ont affectés sa base électorale et sa base militante, a refusé à mettre dans le discours politique la lutte des classes. Le PS s'est coupé de sa base militante populaire. Il n'est plus ancré dans la société civile. Le type de militantisme favorisé au PS est le militantisme d'expertise : savoir débattre notamment.

Classe veut dire des individus regroupés, qui ont la même position sociale et qui sont convaincus de partager les mêmes intérêts. Marx distingue une classe pour soi et une classe en soi.

Selon Marx, une classe représente un certain rapport aux moyens de production. La classe en soi est de l'état de fait, sans que ses membres en ai conscience. La classe pour soi est celle dont les membres ont conscience de former une classe et qui sont amenés à lutter contre les autres classes (contre la bourgeoisie typiquement).

Certains parlent de mondes ouvriers pour mettre l'accent sur la pluralité des

---

1. "La société des socialistes"

individus composant ce groupe. Pluralité qui n'a jamais été aussi vrai qu'aujourd'hui. Il existe un désalignement politique du vote ouvrier.

Il est devenu un prêt à penser que le vote FN est un vote de pauvre, populaire. Pourtant, ce vote était moins stigmatisé lorsque c'était des professions plus haute dans la hiérarchie sociale qui votait FN dans les années 80-90.

Perillaut a théorisé la question du gauchisme-lepenisme car dans les années 90, il se demande si les électeurs du PCF votent pour le FN afin de montrer le désalignement électoral des ouvriers. Or, tout ça repose sur des données statistiques très fragiles car là où le PCF était très fort, ce n'est pas là que le FN fait ses meilleurs scores. Mayer avait parlé d'ouvriero-lepenisme, et revoit ses thèses car les données les plus récentes montrent que ce sont les ouvriers qui votaient le plus à droite qui voteraient en plus grand nombre pour le FN. Gougou démontre que ce sont davantage les ouvriers qui votaient à droite qui se sont reporté au FN. Il montre aussi que ce ne sont pas les ouvriers les plus précaires qui votent FN, ce sont surtout ceux qui ont un emploi stable en CDI ; pourtant, on nous présente le vote FN comme le vote des "oubliés".

La perception subjective de sa place dans la hiérarchie sociale a tendance encore aujourd'hui à déterminer les votes : ceux qui se reconnaissent dans la classe ouvrière votent plus à gauche.

Deux variables importantes sont le sexe et l'âge mais il faut être prudent dans les deux cas. Si les femmes ont été pendant longtemps conservatrices, c'est parce que leurs caractéristiques économiques et sociales les conduisait à ce vote. Maintenant qu'elles sont beaucoup moins repliés sur la sphère domestique, l'écart entre femmes et hommes n'est pas significatif.

Pour ce qui est de l'âge on observe que les jeunes votent à gauche (62% des 24-34 ans ont votés pour Hollande en 2012), et les plus vieux votent à droite. Il s'agit moins d'un effet âge que d'une situation économique et sociale. En effet, en vieillissant, on accumule un patrimoine et on voit ses revenus s'élever. On peut voir ce domaine mieux défendu par la droite, et, de plus, avec l'âge, on peut être plus sensible à la question de la sécurité.

Le vote reste donc structuré par des variables sociologiques. Il l'est sans doute beaucoup moins par les déterminismes sociaux ou territoriaux mais l'électeur n'est pas non plus un citoyen parfaitement éclairé qui mettrait toujours en oeuvre une stratégie lorsqu'il vote.

# Chapitre 3

## Les partis politiques

L'idée de partis politiques est née avec le système du régime représentatif au XVIIIe siècle en Angleterre. Longtemps le pouvoir politique a été monopolisé par des notables qui disposait de ressources économiques et culturelles pour se faire élire.

Dans le cadre du suffrage universel, les partis politiques recherchent le pouvoir en maîtrisant la compétition électorale. Conçu d'abord comme des organisations permettant de s'opposer aux ressources personnelles des notables, c'est à gauche de l'échiquier politique que les partis apparaissent sous leur forme moderne. En France, le premier parti créé est le parti radical en Juin 1901. En 1905, c'est la SFIO qui est créée et réunit les socialismes français.

La Constitution de la Vème République consacre définitivement et formellement le rôle des partis politiques dans son article 4. Aujourd'hui, les partis politiques sont devenus les acteurs incontournables de la compétition politique.

Comment analyser sociologiquement les partis politiques ? Quelles sont leurs fonctions ? Comment les définir ? Peut-on opérer des typologies de parti politique ? Et dans ce cas, de quelle manière ? Existe-t-il une crise des partis politiques ?

### 3.1 Définitions et fonctions des partis politiques

#### 3.1.1 Définitions des partis politiques

Il n'existe pas une seule approche des partis politiques.

L'approche sociologique : Weber insiste sur le type particulier de relations sociales qui se noue dans les partis politiques.

L'approche idéologique : le parti est vue comme une communauté d'individus

qui partagent les mêmes croyances et les mêmes valeurs.

L'approche fonctionnelle : on va s'intéresser aux fonctions remplies par les partis politiques.

Si on devait poser une définition de ce qu'est un PP, on citerai celle proposé par La Palombara et Weiner : "Une organisation durable, c'est à dire dont l'espérance de vie politique est supérieure à celle des dirigeants en place ; une organisation locale bien établi et apparemment durable, entretenant des rapports régulier et variés avec l'échelon national ; la volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et exercer le pouvoir, seul ou avec d'autres, et non pas simplement d'influencer le pouvoir ; le soucis, enfin de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière".

On distingue donc quatre conditions :

- Une organisation durable ;
- Une organisation complète ;
- Une volonté d'exercer le pouvoir ;
- Chercher le soutien populaire.

Une organisation durable est un critère qui permet de distinguer les factions ou les clubs qui se forment autour d'un chef et qui disparaisse ou perde énormément de leur influence à la mort de son leader.

Une organisation complète signifie qu'il doit exister au niveau local jusqu'au niveau national.

La volonté d'exercer le pouvoir a une finalité : exclure ou écarter les groupes de pression.

Enfin, un parti recherche le soutien populaire car il n'est pas envisageable d'accéder au pouvoir sans le soutien d'une partie du peuple. Pour accéder au pouvoir, un PP doit mobiliser des militants mais aussi des électeurs.

### **3.1.2 Fonctions des partis politiques**

Robert Merton a établi qui distingue deux types de fonctions : les fonctions manifestes, et à l'inverse, les fonctions latentes.

Les fonctions manifestes sont celles qui sont explicites, assumés, revendiqués même. Il y a trois types de fonctions manifestes des partis politiques : une fonction programmatique, établir un programme concurremment aux autres ; une fonction de sélection, les partis maîtrisent la sélection, le recrutement, du personnel politique, et plus spécialement, des professionnels de la politique via notamment les investitures ; une fonction d'encadrement, les partis encadrent l'action des élus auquel ils ont accordés cette investiture.

Les fonctions latentes sont implicites, elles ne sont pas revendiqués par le parti et les membres de celui-ci n'en sont pas forcément conscient. Certains partis

politiques peuvent exercer une fonction d'intégration sociale ou même d'élévation sociale. Nathalie Éthuin, dans Politix, montre comment les membres des catégories populaires pouvaient acquérir des savoirs au sein du PCF. Chaque parti a ses organisations de jeunesse car essayent de créer une "communauté de croyance".

Une autre fonction latente est la fonction tribunitienne montré par George Lavau. Cela renvoie au tribun de la plèbe qui, sous l'antiquité romaine, avait pour fonction de porter la parole et le mécontentement du peuple, notamment de ceux qui se sentaient exclus socialement et de la vie publique. À la fin des années 60, c'est les Partis Communistes qui jouent cette fonction car les Partis Communistes, tout en proclamant dans l'idéal leur volonté de renverser le système politique bourgeois aurait contribué à sa stabilité en intégrant et en canalisant le mécontentement des classes populaires.

Les partis de gauche, après la seconde guerre mondiale, réussissent à exercer ces deux fonctions. Le PCF s'implante localement et cherche à faire participer politiquement les catégories populaires et plus particulièrement les ouvriers. Anny Fourcault a travaillé sur les banlieues rouges où elles démontrent que le PCF est très représenté dans les cités car leur rend des services et leur transmet une fierté d'être ouvrier en étant communiste.

## 3.2 La typologie des partis politiques

Une typologie de parti politique, c'est un modèle qui rassemble en fonction de propriétés les partis politiques. Plusieurs travaux ont essayé d'étudier les typologies. Duverget dans un ouvrage publié en 1951, qui s'appelle "Les partis politiques", va établir une typologie à partir de deux critères : la manière dont se sont constitué les partis ; leur mode d'organisation. À partir de ces deux caractéristiques, on va pouvoir distinguer les partis de masse aux partis de cadres.

Un parti de masse ont une origine extérieure, c'est à dire que leur naissance est lié au développement de diverses associations tel que les syndicats ou des groupes de pensées. Le parti de masse est donc le prolongement d'un militantisme qui existait déjà. Ces partis sont en recherche permanentes d'adhérents et de militants issus des classes populaires et qui financent, par leurs cotisations, le parti. Les partis de masse assure la formation et la promotion de ces militants et adhérents.

Du point de vue organisationnel, Duverget nous dit que la base est constitué par des sections locales à l'échelle d'un canton, d'une ville, coordonné de manière départementale dans des fédérations, qui dépendent elle même du siège du parti à Paris.

L'idéal type du parti de masse, ce sont les partis de gauche en France mais aussi le parti travailliste anglais.

Un parti de cadres ont une origine électorale et parlementaire. Leur naissance est liée à l'expansion des prérogatives du Parlement et du droit de suffrage. Avec l'émergence des assemblées, des groupes parlementaires se créent, se constituent. L'émergence du droit de suffrage contraint ces groupes parlementaires à s'organiser localement en créant des comités électoraux. Pour assurer leur cohésion, une administration centrale se constitue et devient l'état-major du parti qui instaure une spécialisation du travail au sein de l'organisation.

Ces partis de cadres sont tournés principalement vers l'élection et vont chercher non pas à recruter des catégories populaires mais vont chercher à recruter parmi les notables les élites sociales qui vont permettre de financer et d'influencer la vie politique. Ils se structurent localement sur des réseaux de notables et ignorent les structures hiérarchisées.

L'archétype de ce type de partis sont les partis conservateurs en Angleterre ou à droite/centre droit en France. Dans les années 70, l'UDF de VGE, incarnait les caractéristiques du parti de cadre.

On notera que par exemple, l'UMP a la volonté d'incarner un mouvement populaire, donc on doit relativiser la généalogie de parti de gauche=parti de masse et parti de droite=parti de cadres.

Lefebvre et Saviki dans "La société des socialistes", s'interrogent sur le statut du PS comme étant un parti de masse car les catégories populaires y sont faiblement représentés. Brey a réalisé une étude sur des militants socialistes et démontrent que le contingent le plus important en terme de CSP au sein du PS ne sont pas les ouvriers et employés qui déclinent ; les classes moyennes sont les plus importants.

Le passage d'une société industrielle à une société post-industrielle annonce le déclin des partis de masses. De manière assez générale, les transformations culturelles mais aussi les progrès économiques et sociaux ont provoqués un amoindrissement très net des clivages idéologiques.

Otto Kirchheimer va défendre la thèse que sous l'effet de ces transformations, les partis politiques s'adaptent et deviennent plus pragmatiques. Ils recherchent avant tout l'efficacité électorale, soit à devenir des partis attrape tout.

"The transformation of the occidental party system", est un ouvrage qui conceptualise les partis attrape tout. Les partis tendent à ratisser large, cherchent à capter des secteurs électoraux larges dont à dépasser sa base électorale traditionnelle. Le clivage devient donc de moins en moins net, on parle alors d'un brouillage du clivage gauche/droite.

Mair a tenté, avec un autre politiste, de renouveler la typologie politique

en parlant de parti cartel. Cette idée renvoie à l'entente ou à la collusion qui existerait entre les partis de Gouvernement pour se répartir les financements publics et les différentes fonctions politiques.

Les approches de Duverget s'intéressait aux conditions de la genèse et du développement des partis politiques dans les démocraties occidentales et s'intéressent aussi à leur fonctionnement interne. On peut faire des comparaisons internationales entre les partis mais ces approches ne sont pas les seules pour aborder les partis politiques : l'approche sociétal en est une autre. Parmi les auteurs qui privilégient cette approche, il y a Micheli, Lefebvre etc.

Les pionniers qui ont privilégié cette approche sociétal, il y a Seymour Lipset et Stein Rokkan qui vont recourir à l'histoire pour analyser les origines des clivages partisans au milieu des années 60. Pour parler de clivage, il faut qu'il y ait un enjeu social extrêmement fort qui divise une société. Ces deux auteurs vont distinguer quatre clivages sociaux qui se sont formés depuis le XVIe siècle et donc les partis politiques reflètent des oppositions sociales qui ont structurés les sociétés occidentales.

Ces quatre clivages sont nés lors de deux périodes distinctes : d'une part, la révolution française, avec deux clivages fondamentaux, un entre l'État et l'Église, et un autre entre le centre et la périphérie. Sous la révolution industrielle, les clivages sont urbain/rural et possédant/travailleur.

L'approche sociétal s'intéresse donc à l'articulation des clivages entre eux ; elle s'intéresse en quelque sorte à l'ancrage anthropologique des partis politiques.

Les partis politiques n'existent que parcequ'ils prennent appui et entretiennent des oppositions sociales et sont capable de mobilisé des groupes sociaux bien spécifiques.

Selon les fédérations du PS observés, le PS ne mobilisait pas les mêmes groupes. Dans le Pas-De-Calais, le PS va s'appuyer sur des réseaux d'élus municipaux. Dans le Var, les relations sont privilégiés avec les vignerons et les agriculteurs mais aussi des notables locaux. Dans l'Île et vilaine, c'est dans des zones urbaines que le PS a le plus de militants.

### 3.3 Crise ou transformation des partis politiques

Les discours sur le déclin voire la crise des partis politiques connaissent un certain succès. On parle d'un déclin du militantisme traditionnel dont l'engagement partisan serait le symbole. La forme du parti politique serait devenu obsolète. L'heure serait aujourd'hui à la démocratie participative qui viendrait se substituer à la démocratie des parties.

Ce qu'on présente comme la crise de la représentation politique affecterait



les partis politiques car ils sont fortement associés au mécanisme de la représentation politique.

Même si les partis politiques ont connu et connaissent encore des transformations, pour autant, la politique reste pourtant une affaire de parti car ils restent les acteurs collectifs centraux du jeu politique car l'investiture reste déterminante pour tout prétendant au pouvoir politique.

Pour autant, les partis politiques sont l'objet de profondes transformations. La première est l'affaiblissement de l'ancrage social, la rétractation des milieux partisans qu'un parti politique est capable de mobiliser.

### 3.3.1 Le PCF

À partir des années 1980, on a un déclin organisationnel du PCF et une désagrégation des différents dispositifs qui permettaient son ancrage sur la population ouvrière. Le nombre d'adhérent a réduit, les organisations satellites ont tendance à s'autonomiser etc. Par milieu partisan, on entend "L'ensemble des individus et des groupes - ainsi que les réseaux qui les lie - dont les activités contribuent, sans que cet objectif soit nécessairement visé, à faire exister un parti donné".

Ce qu'il faut noter c'est les milieux partisans qui forment l'assise des partis politiques se sont affaiblis. Ils ne vivent pas non plus en apesanteur social, ils restent encastés dans des territoires aux fortes spécificités. Certes, ils maintiennent encore des relations privilégiées avec certains groupes sociaux, le PS par exemple, recrute ses militants plutôt dans la fonction publique alors que chez l'UMP, 62% des adhérents sont membres du secteur privé.

Les membres de l'UDF sont fortement ancrés dans les milieux catholiques. Malgré tout, l'ancrage des partis s'est affaiblis pour des causes exogènes comme la transformation de la société, ou des causes endogènes, comme le PCF qui représente de moins en moins le monde ouvrier.

Les clivages traditionnels notamment en terme de classes sociales ont perdu de leur force dans la société. On ne parle plus des ouvriers au PCF, on parle des gens. Il y a une réduction de l'idée de conflit social dans les discours.

À partir des années 70, la classe ouvrière tente à se fragmenter et on assiste à un déclin du sentiment d'appartenance à une classe sociale. Guy Michelat et Michel Simon montre cela.

On peut citer aussi le démantèlement des corporations ouvrières où les communistes étaient présent comme les chantier de Saint-Nazaire. La sociabilité ouvrière a tendance à se désagréger avec la consommation de masse et avec une certaine individualisation de la société.

Le PCF n'a pas été en mesure d'inventer un nouveau modèle d'affiliation

politique suite à la transformation des mondes ouvriers.

Le PCF se distinguait par cinq caractéristiques :

- l’ambition de représenter les classes populaires et une vision de lutte de classes ;
- l’école du PCF qui avait pour but de produire une élite politique ouvrière ;
- la primauté accordée aux cellules d’entreprises (qui sont devenus des comités de circonscriptions, calqués sur les circonscriptions électorales) ;
- Méfiance envers les élus et les professionnels de la politique ;
- Le centralisme démocratique (toutes les décisions venaient du centre, et s’appliquaient à tous).

### 3.3.2 Le PS

Si le PS n’a jamais été un parti de masse, il a cependant pu s’en rapprocher notamment dans les années 1970. À ce moment, le PS a pu mobiliser des réseaux de militants associatifs mais aussi des militants syndicaux, ce qui lui a permis de créer des liens privilégiés avec des groupes sociaux qui en étaient jusqu’alors éloignés (comme les ouvriers).

Le renouvellement du militantisme avec notamment de nouvelles causes (écologie, féminisme) ont permis au PS d’élargir sa sphère d’influence au sein de la société.

Cependant, aujourd’hui, ces espaces qui avaient permis de re-vitalisé l’organisation socialiste semble asséché. Le lien très fort qui liait le PS et le monde enseignant s’est fortement affaibli (11% d’enseignants au PS en 2011 contre 30% dans les années 70). Les réseaux ouvriers se décomposent dans les fédérations populaires. On assiste également à un vieillissement de la base (près de 40% des adhérents socialistes ont plus de 60 ans).

L’affaiblissement de l’ancrage du PS est à relié à un phénomène de poly-engagement qui tend à décliner. Être adhérent socialiste implique moins qu’auparavant d’être syndiqué (38% des adhérents du PS sont syndiqués en 2011 alors que 71% l’était en 1985).

Les milieux partisans socialistes tendent à se défaire.

### 3.3.3 En règle général

Ce déclin de l’activisme militant doit être relativisé. Historiquement, les partis politiques français n’ont jamais été de réels partis de militants (sauf pour le PCF).

Les partis politiques ne cherchent pas systématiquement à élargir leur base

militante ou leur nombre d'adhérents. Les cotisations ne sont plus la source de revenus essentiels du parti politique en raison du financement désormais public qui leur est attribué. Les cotisations d'un parti politique excèdent rarement 15% du financement.

Le déclin n'est pas continu, n'est pas linéaire. On assiste à une sorte de turn over des militants que l'on peut constater au PS comme à l'UMP. C'est donc l'engagement dans la durée qui se fait beaucoup plus rare. Il faut moins parler d'une crise du militantisme que d'une dévaluation de l'activité militante. En effet, il se développe l'idée, ou plutôt une croyance chez les leaders que ce sont les médias qui font l'élection plus que la mobilisation militante. Les partis acceptent du coup, voir encourage un militantisme de plus faible intensité. Le militantisme favorise aujourd'hui fortement le débat et la prise de parole sur le net, il y a donc un assouplissement de l'engagement partisan et rend plus flou les frontières entre sympathisants et militants. Le militantisme expert a supplanté le militantisme traditionnel.

L'identification partisane tend à s'effriter. Les partis politiques se structurent de plus en plus autour de leurs fonctions électorales. La professionnalisation des partis politiques qui est l'une des grandes transformations constatées depuis plusieurs décennies, est de plus en plus orientée vers la maximisation de leurs résultats électoraux.

Les partis sont, depuis leur création, dans une concurrence pour obtenir des mandats électifs, ce n'est donc pas un fait nouveau. La nouveauté sont les moyens déployés pour y parvenir.

Les partis politiques constituent des entreprises financés sur fond publics. Leur rationalité électorale tend à prendre le dessus sur d'autres logiques (comme l'intégration sociale des militants ou la construction idéologique).

Dalton et Wattemberg parle quant à eux de partis sans partisans. Des partis qui se guideraient sans leurs militants suite à la stratégie de professionnalisation des partis.

Il y a deux dynamiques de professionnalisations des partis politiques.

La managérialisation du travail partisan et le poids écrasant pris par les professionnels de la politique et les élus locaux dans les partis.

## **La managérialisation du travail partisan**

La dimension économique de l'activité politique tend à prendre une importance centrale avec le financement public des partis politiques.

Les élections sont devenues un enjeu autant économique que politique notamment les élections législatives qui déterminent le financement des partis politiques.

En 2008, l'UMP a touché 34,5 millions d'euros de l'État contre 22,7 pour

le PS. À partir de 2012, où on a une inversion de majorité, l'UMP touche 22,13 millions et le PS touche 30 millions. Comme on peut le constater, les dotations publiques sont devenues indispensables au fonctionnement et à la survie des formations politiques.

Les dotations publiques pour le PS est 40% des recettes du parti entre 1993 et 1997, en 2003, cela représente 85% des recettes du PS. Cet argent sert à rémunérer les permanents du parti mais également à financer les dépenses liées à la communication. Financer aussi des sondages dont les partis sont de plus en plus friands puisque les sondages tend à se substituer aux militants dans l'idée de mobiliser l'opinion.

La managérialisation se manifeste aussi par le recours à des audits externes pour essayer d'optimiser leur fonctionnement organisationnel. Aldrin a mis en évidence concernant le PS l'importance du management d'entreprise à travers plusieurs projets de modernisation de l'administration centrale du parti (externaliser une partie du travail militant) ; il montre la délégitimation et la dévalorisation du militant permanent.

Anne-Sophie Petitfils a travaillé sur les adhérents de l'UMP et a mis en avant la diffusion d'une rhétorique modernisatrice et de pratiques managériales à l'UMP en 2007. Ces pratiques avaient été lancées par Sarkozy lorsqu'il s'est imposé en 2004.

Les militants tentent de résister à ces pratiques mais le processus semble en marche et engendre une dépolitisation du travail partisan. Bien évidemment, la gestion d'un parti n'est pas strictement comparable à la gestion d'une entreprise mais il existe de nombreux points communs. On assiste à ce que Rémi Lefebvre appelle une banalisation organisationnelle des partis politiques.

### **La place croissante des professionnels de la politique**

Là encore le phénomène n'est pas nouveau, il y a toujours eu des élus au sein d'un parti. Cependant, le phénomène se renforce.

La part des élus et notamment des élus locaux, mais aussi des semi-professionnels de la politique (collaborateurs d'élus, membre de cabinet etc.) tend à augmenter considérablement chez les adhérents des formations politiques. Lefebvre parle même d'une société d'élus locaux pour caractériser le PS d'aujourd'hui. La décentralisation dès les années 80 a multiplié les opportunités, les possibilités de faire carrière en politique. Les élus locaux tiennent généralement les sections locales des partis politiques.

La professionnalisation caractérise aussi le militantisme. Les intérêts professionnels et militants se confondent donc souvent. De nombreux militants dépendent très directement des élus en raison de la transformation de la fonction publique territoriale, de la multiplication des structures de cabinet

et des structures dépendant des partis.

Les intérêts électoraux sont devenus dominants à tous les niveaux du parti, ce qui cantonne les tâches programmatique et le travail de militant le plus quotidien (en dehors des campagnes), au plus bas de l'échelle des pratiques. Les rapports de force des congrès désormais, s'élaborent surtout autour du ralliement des grands élus ou des fédérations à tel ou tel camp en présence. Les courants du PS ont tendance à perdre de leur consistance idéologique et à devenir des conglomerats autour de notables et incapable de se structurer dans le temps.

La vie des partis politiques semble de plus en plus rythmée par les consultations électorales, qu'elles soient locales ou nationales alors même que leur capacité à peser sur l'opinion publique, à organiser le débat public semble s'affaiblir. Devenus aujourd'hui des machines électorales professionnalisées guidées par l'efficacité électorale, les partis politiques ne structurent plus de la même manière le jeu politique.

Il s'agit moins de promouvoir une identité idéologique qui soit distinguée des autres partis et d'administrer un sens politique que de construire une offre politique qui soit crédible, ajustée au contexte et à la préoccupation des électeurs.

Il y a une dépendance de plus en plus grande des partis envers les médias en ce qu'il s'agit des communications politiques.

Si les idéologies pèsent moins dans le débat public, c'est parce que les questions de doctrines ne sont plus objet de controverses internes. Le logiciel idéologique des partis politiques professionnalisés s'est considérablement réduit car le but des partis politiques est de toucher le plus grand nombre. Cela suppose de mettre les accents sur les enjeux les moins clivants, les plus consensuels donc. Ils ont tendance à moins produire de représentations conflictuelles de la société, ils présentent moins de vision du monde.

C'est la vision technique qui devient le principe et externalisent même des études de faisabilité au sein de "Think tank". Les thématiques de partis de Gouvernement tendent à s'uniformiser et à devenir de moins en moins clivants. Si ils cherchent à structurer et animer le débat politique, les partis politiques ont perdu le monopole relatif qu'ils pouvaient exercer sur la définition de l'agenda et des problèmes publics. Les médias et notamment Internet sont devenus des espaces où se forment le débat politique, où se forment des actions collectives.

Le poids des sondages remet en cause le rôle des partis politiques à sélectionner les candidats à l'élection présidentielle. Il y a des candidats qui vont chercher à accumuler du capital médiatique et donc du capital sondagier.

Les primaires donnent aux militants un nouveau pouvoir. Sauf que les primaires ont plutôt tendance à dévaluer le rôle des militants (R. Lefebvre

"Les primaires socialistes, la fin du parti militant"), car elles ont tendance à reléguer les militants dans les primaires élargies. Ces primaires mettent en concurrence les militants avec les sympathisants et suppriment la rétribution du militantisme.

Pour autant, il ne faut pas sous estimer le rôle que les partis politiques conservent en matière de sélection de candidats. Le "label" partisan constitue toujours un sésame précieux pour quiconque veut conquérir le pouvoir.

Les labels partisans sont importants car donne aux candidats des ressources identitaires, organisationnelles, mais aussi des ressources financières.

### 3.3.4 Conclusion

Le discours sur la crise des partis politiques mérite d'être relativisé, nuancé car déjà, les partis politiques ne sont qu'une des formes historiquement déterminés d'entreprise politique. Le rôle croissant des médias conduit les partis à se redéfinir. La professionnalisation politique, la transformation du militantisme, la médiatisation des politiques (peoplelisation) modifie aussi les formes du phénomène partisan.

Les partis politiques se transforment plus qu'ils ne déclinent car ont toujours une forme de monopole sur la structuration de la compétition politique.

Ce qui affaiblit les partis politiques, c'est leur ancrage social et leur capacité de mobilisation des catégories populaires.

Le périmètre de leur action diminue car sont de plus en plus concurrencés par les médias et les sondages mais gardent toujours un grand rôle dans la sélection des candidats, mais aussi leur formation.

Au delà de la position sociale, il y a d'autres incitations qui conduisent à un engagement militant, que ce soit au sein d'un parti ou d'une association collective en général. D. Gaxie dans un article "Économie et rétribution du militantisme", emploi le terme de rétribution, de gratification de l'engagement militant.

Gaxie veut nous faire comprendre que la motivation et les caractéristiques des individus sont des pistes intéressantes et incomplète pour comprendre l'engagement (ou le désengagement) militant. Pour Gaxie, les organisations dont les partis politiques, qui accueillent les militants, régulent aussi leur participation (les façonnent). La socialisation institutionnelle est essentiel pour un militant.

Un militant peut quitter une organisation sans en perdre les valeurs si la socialisation institutionnelle lui fait défaut. Pour Gaxie, chaque militant procède au moins en parti et de manière inconsciente à une évaluation individuelle de coûts et de rétributions/de récompenses qui découle de son engagement.

## Chapitre 4

### L'action collective

## Chapitre 5

### L'action publique